



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

procédures

Question écrite n° 49570

Texte de la question

M. Jean Launay attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur les risques de dérives en matière de respect des droits fondamentaux après l'affaire dite de Tarnac où neuf jeunes ont été mis en examen, suite à des dégradations de caténaires de la SNCF. Cette affaire a mis en lumière nombre de dysfonctionnements dans le traitement réservé aux personnes suspectées de terrorisme et des restrictions inquiétantes quant au respect des droits fondamentaux. En premier lieu, le délit d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste est actuellement défini de manière beaucoup trop ouverte par le code pénal. En l'état de notre droit, il n'existe pas de garde-fous permettant d'éviter une utilisation abusive de cette qualification et des condamnations sur la base de simples présomptions. Il apparaîtrait donc utile d'adopter une définition moins ouverte et d'y adjoindre une liste, non exhaustive, des comportements susceptibles de relever de cette qualification. Par ailleurs, de nombreuses institutions, comme le comité des droits de l'Homme des Nations unies ou le Comité européen pour la prévention de la torture, recommandent l'assistance sans délai d'un avocat pour les personnes gardées à vue et soupçonnées de terrorisme. Actuellement, le droit français autorise une garde à vue de six jours, et l'accès à un avocat n'est autorisé qu'à partir du troisième jour. De plus, le régime des détenus particulièrement signalés (DPS) devrait faire l'objet d'un encadrement plus clair. L'inscription d'un détenu au registre des DPS, réservé aux détenus susceptibles de représenter une menace pour l'ordre public, relève exclusivement du ministre de la justice après l'avis de commissions, sans qu'aucun recours ne soit possible. Ce régime autorise les mesures de sécurité renforcées qui vont parfois à l'encontre du respect de la dignité humaine, comme notamment des fouilles au corps multiples. Il serait nécessaire de dresser une liste claire et explicite des mesures renforcées autorisées avec le souci du respect de la dignité humaine, de prévoir une possibilité de recours et d'instaurer un mécanisme de réexamen de cette inscription, par exemple sur une base trimestrielle. Aussi, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement afin d'éclaircir juridiquement le délit d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, d'améliorer les protections lors des gardes à vue et de revoir le statut de DPS.

Texte de la réponse

La France est dotée d'une législation antiterroriste spécifique. Elle assure le nécessaire équilibre entre, d'une part, les garanties procédurales d'un État de droit, et, d'autre part, les impératifs de protection de ses concitoyens et d'efficacité de la lutte contre ces faits aux conséquences dramatiques. S'agissant de la définition de l'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme, il convient de rappeler que la définition de cette infraction, qui en précise les éléments constitutifs, n'est pas propre à la matière terroriste. Elle existe aussi en droit commun. Ainsi, l'article 421-2-1 du code pénal précise les éléments constitutifs de l'infraction, en prévoyant notamment que la préparation des actes terroristes, précisément listés par les articles 421-1 et 421-2 du code pénal, doit être caractérisée par un ou plusieurs actes matériels. Les possibilités de prolongation de la garde à vue en matière terroriste s'expliquent par la nécessité d'investigations, longues et complexes, d'expertises, de vérifications d'alibi. Elles pallient le manque de coopération des personnes mises en causes, et sont autant d'éléments objectifs justifiant l'existence de ces règles de procédure. En outre, il importe

de relever les garanties procédurales que constituent l'intervention de l'avocat et celle du médecin. Si l'intervention de l'avocat est reportée à la soixante-douzième heure, cette particularité s'applique également à d'autres matières liées à la criminalité organisée compte tenu de leur spécificité et des impératifs d'efficacité de la lutte contre ces infractions. En droit commun, comme en matière de lutte anti-terroriste, notre législation ne prévoit d'ailleurs pas la présence de l'avocat durant tous les interrogatoires du suspect gardé à vue. Le contrôle du juge d'instruction, ou du procureur de la République (qui peuvent à tout moment se déplacer dans les locaux où elle se tient) sur le déroulement de la garde à vue et sur ses modalités de prolongation, sont tout autant de garanties prévues par la loi. Au-delà de la 96^e heure seul le juge des libertés, magistrat du siège indépendant de l'enquête, est compétent pour prolonger les gardes à vue. Une telle prolongation ne saurait intervenir que s'il existe un risque sérieux de l'imminence d'une action terroriste en France ou à l'étranger ou si les nécessités de la coopération internationale le requièrent impérativement. En dehors de ces deux hypothèses, la garde à vue en matière terroriste, comme en matière de criminalité organisée, ne peut excéder quatre jours. À ce jour, une seule prolongation au-delà des quatre jours a été ordonnée, ce qui démontre que les magistrats font de cette faculté un usage particulièrement raisonné, conforme à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, selon laquelle la mise en oeuvre de ces mesures doit être strictement nécessaire à la manifestation de la vérité, proportionnée à la gravité des faits et à la complexité des infractions commises. Enfin, s'agissant de l'inscription au répertoire des détenus particulièrement signalés (DPS), elle est strictement encadrée par l'article D. 276-1 du code de procédure pénale et par l'instruction ministérielle du 18 décembre 2007. Visant à mettre en oeuvre des mesures de sécurité adaptées au profil des détenus, l'inscription à ce répertoire est liée au risque d'évasion, à l'intensité de l'atteinte à l'ordre public que celle-ci pourrait créer ou au comportement particulièrement violent de certains détenus. La décision d'inscription, prise au vu des avis émis lors d'une commission nationale, relève de la compétence exclusive du ministre de la justice. Préalablement, une commission locale, présidée par le procureur de la République du lieu d'incarcération, doit également se prononcer sur l'opportunité de la mesure. Le procureur de la République doit examiner au moins une fois par an la situation de l'ensemble des détenus incarcérés dans son ressort, en fonction d'éléments précis et actualisés. Si cette obligation annuelle est l'occasion d'une évaluation approfondie de la situation de la personne, la pertinence du maintien de l'inscription fait l'objet d'un suivi constant par les services du ministre de la justice, compte tenu des éléments de personnalité et de l'évolution de la situation pénale et pénitentiaire de chaque détenu. La commission nationale se réunit au minimum trois fois par an, afin de permettre ce suivi régulier. Examinée a minima une fois par an, la situation d'un « DPS » peut l'être plusieurs fois au cours d'une même année lorsque des éléments nouveaux sont susceptibles de faire évoluer la situation de la personne détenue. En outre, cette inscription ne présente jamais un caractère définitif et, s'agissant d'une décision administrative, elle est soumise à possibilité de recours devant les juridictions administratives. Les détenus inscrits au répertoire des détenus particulièrement signalés ont enfin accès aux mêmes types d'activités que les autres détenus. Ils ne se voient pas appliquer de régime de détention distinct par rapport au reste de la population pénale. Lors d'un déplacement d'un détenu en dehors d'un établissement pénitentiaire, les autorités chargées de l'escorte sont informées du statut du détenu et déterminent, comme pour tout détenu, le niveau de sécurité requis.

Données clés

Auteur : [M. Jean Launay](#)

Circonscription : Lot (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 49570

Rubrique : Justice

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice et libertés (garde des sceaux)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mai 2009, page 4793

Réponse publiée le : 22 septembre 2009, page 9084